

Publié le 14/02/2022 à 20:01 | Mis à jour le 14/02/2022 à 20:27

Deux-Sèvres : élus et entreprises dénoncent un "scandale" autour du fret ferroviaire



De gauche à droite : Dominique Billon (Carrières Roy), Renaud Lagrave (vice-président de la Région), Bernard Paineau (président du Thouarsais et maire de Thouars) et Emmanuel Charré (conseiller régional et adjoint au maire de Thouars). Ils montent au créneau pour le fret ferroviaire et contre SNCF réseau.

© Photo NR, Frédéric Michel

Lors d'une visite aux Carrières Roy à Saint-Varent, près de Thouars, lundi 14 février 2022, le vice-président de la Nouvelle-Aquitaine en charge des mobilités a vivement critiqué l'attitude de SNCF réseau, qui freine la relance du fret ferroviaire.

La colère paraît encore vive. Et la charge est lourde. "Je l'ai déjà dit au président de SNCF réseau, et je le répète : c'est **un véritable scandale, il n'y a pas d'autre mot !**" Renaud Lagrave, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine, n'a pas fait le voyage pour rien à Saint-Varent, près de Thouars, lundi 14 février 2022, sur le site d'exploitation des Carrières Roy à La Noubleau.

Principal objet de son courroux : l'attitude de SNCF réseau, gestionnaire du réseau ferré français, en matière de développement du fret ferroviaire en général. Et en particulier concernant les travaux nécessaires, **sur le tronçon Saint-Varent - Parthenay, à la réouverture de la ligne Thouars - Niort au transport de fret.**

Un surcoût "surprise" de 1,5 million d'euros qui passe très mal

"Il est temps de **pousser un coup de gueule**, lance l' élu régional. On nous présente le fret comme un enjeu national pour l'environnement et la sécurité. Il y a unanimité à tous les étages du territoire, entreprises et collectivités réunies, pour rouvrir cette ligne fermée depuis 2015. Tout le monde a réalisé beaucoup d'efforts pour boucler le **budget de 17 millions d'euros**, fin 2021."

"Mais au dernier moment, poursuit Renaud Lagrave, à la fin de la réunion censée lancer le chantier, SNCF réseau, qui n'a pas investi un seul euro dans cette ligne depuis vingt ans, nous demande de lui verser **une soulte supplémentaire de 1,5 million d'euros**, c'est-à-dire une sorte de droit de passage pour faire des travaux, puisque la ligne lui appartient... **Je n'avais jamais vu ça avant !** On se moque de nous, ce n'est pas acceptable."

"On ne peut pas attendre encore un an de plus"

Dominique Billon, directeur des Carrières Roy, n'en a pas cru ses oreilles, lui non plus. La douche est d'autant plus froide qu'il y a urgence. **"Il faut que ça se règle très vite** si on veut respecter **l'objectif initial d'une réouverture fin 2023**, alerte-t-il. Car les travaux doivent être inscrits dès maintenant dans la programmation de la SNCF. La décision doit être prise, on ne peut pas attendre encore un an de plus."

Pour les Carrières Roy, qui participent au financement avec les Ciments Calcia (Airvault) et Amaltis (Parthenay) à hauteur d'environ 10 % du montant total, **l'enjeu est de taille**, que ce soit sur le plan économique ou environnemental : "Aujourd'hui, nos trains font 900 km en remontant par Tours, pour redescendre dans le sud. Ils feraient 300 km de moins avec cette ligne directe vers Niort et Bordeaux."

"Cela va à l'encontre de toute logique"

"Ce projet est **structurant pour le territoire**, plaide de son côté Bernard Paineau, maire de Thouars et président de la communauté de communes du Thouarsais. Ne pas le favoriser, cela va à l'encontre de toute logique de la part de SNCF réseau..."

Et Renaud Lagrave de conclure : **"Nous demandons l'annulation pure et simple de cette soulte**, dans les plus brefs délais, afin de pouvoir lancer les travaux. On ne peut pas prendre ainsi en otage un territoire qui a fait tout ce qu'il fallait pour mener à bien ce projet."